

Injonction paradoxale : le terme s'applique bien aux consignes qui nous sont données par notre Premier ministre. D'une part, vous devez impérativement rester chez vous, confinés, limiter au maximum les interactions avec d'autres personnes, même s'il vous en coûte quand il s'agit de proches. D'autre part, vous devez impérativement aller à votre travail si celui-ci est nécessaire à la bonne marche de l'économie et de la société. Tout le problème de ce paradoxe apparent est que la première consigne est juste et que la continuité de certaines activités est absolument nécessaire à la bonne marche de notre société. C'est évidemment le cas pour les services de soins, dont chacun salue l'engagement et le travail (encore qu'il semblerait que le secteur hospitalier privé, y.c. à but non lucratif, ne soit pas mobilisé à la mesure de ses moyens, si l'on en croit Le Monde de ce jour prenant l'exemple de deux cliniques strasbourgeoises qui disposent de lits inoccupés alors que l'armée transporte par avion des malades de Mulhouse à l'autre bout du pays). Mais le système de soins n'est que la partie émergée de l'iceberg. Les caissières de supermarché sont tout autant en première ligne également, et ne bénéficient pour la plupart d'aucune protection particulière, c'était ainsi le cas hier dans le Monoprix du 13ème arrondissement (à la différence du Biocoop où elle disposaient de masques et où les distances étaient respectées) m'a-t-on rapporté. De même, toutes les personnes âgées ou en situation de handicap dépendantes ont besoin du passage quotidien d'aides-soignantes ou d'aides à domicile. Je pourrai continuer la liste avec, bien évidemment, tous les travailleurs (et travailleuses comme dirait Macron) de la filière agro-alimentaire : tri, emballage, transport, distribution... les salariés des transports, de l'énergie, des télécommunications et dans doute bien d'autres qui ne me viennent pas à l'esprit. Si nombre de ces métiers n'imposent pas de promiscuité, ce n'est pas le cas de tous et les organisations syndicales interpellent avec raison le gouvernement et le patronat sur la nécessité d'établir des modes d'organisation du travail qui préviennent la transmission du virus. Le retard à l'allumage sur ce dernier plan donne à penser que la prévention est tout de même à deux vitesses et selon une logique de classes pour employer les grands mots. D'un côté, les cadres et salariés du tertiaire, qui peuvent télétravailler à partir de leur résidence secondaire, pendant que les enfants jouent dans le jardin, de l'autre, les soutiers du système, les invisibles dont le travail est souvent mal payé, la qualification pas toujours reconnue (notamment dans de nombreux métiers très féminisés), et qui ont le devoir, et parfois pas d'autres choix, que de continuer à travailler. Là où cela devient franchement scandaleux et devrait être réprimé, plutôt que de contrôler inutilement certains promeneurs en zones peu denses, c'est quand des sous-traitants se voient menacés de perdre leurs contrats par un gros donneur d'ordre, uniquement parce que celui-ci est soucieux de maintenir ses approvisionnements en vue de la prochaine reprise. Valéo impose ainsi jusqu'à aujourd'hui non seulement à ses salariés de continuer à venir mais il en fait de même avec certains sous-traitants semble-t-il. Au-delà de cette première réflexion, l'épidémie donne évidemment à réfléchir sur la faible résilience de notre société et son impréparation face à des crises majeures. Ainsi, la stratégie sanitaire fondée sur le faible recours aux tests visiblement n'est justifiée que par... l'absence de tests disponibles si l'on a bien compris les explications alambiquées du directeur de la Santé. Certes, ceux-ci sont fabriqués en France, mais ils incorporent des composants qui eux, sont importés et difficilement disponibles par les temps qui courent. De même, la faible disponibilité des masques chirurgicaux et du gel hydro-alcoolique (alors qu'on nous dit de l'utiliser largement) est tout de même assez inquiétante quand on sait que nous vivons dans un des pays les plus développés au monde. On pourrait continuer la liste et

s'inquiéter des pénuries de médicaments à venir.... Bref, les excès d'un libre-échange incontrôlé, la recherche systématique du fournisseur le moins disant aboutissent à des résultats qui se payent aujourd'hui en termes de nombre de décès. Cette crise est aussi l'occasion de revenir à l'essentiel, aux questions posées par tous ceux qui ont compris maintenant de longue date que la croissance n'est pas un indicateur satisfaisant de notre qualité de vie : qu'est-ce qui compte vraiment ? La vie, et donc pouvoir se nourrir, disposer d'un toit et d'énergie pour se chauffer et préparer ses repas, être pris en charge en cas de maladie, pouvoir communiquer avec ses proches et ses amis, etc. En revanche, on voit bien que de multiples "bullshits jobs" et activités peuvent s'arrêter sans que cela ne change grand chose à l'essentiel. Je ne me leurre pas : ce n'est pas un scénario de décroissance ordonnée qui se met en place mais une situation de crise où seules les activités dont l'arrêt mettrait en péril à court terme notre vie individuelle et collective sont impérativement maintenues. Certaines activités qui se sont arrêtées ou tournent au ralenti sont tout autant utiles et nécessaires, à commencer par toutes les activités culturelles et éducatives. Il n'empêche, cette crise permet tout de même de distinguer en temps réel, ce qui est vraiment utile socialement et ce qui l'est pas ou moins et de constater que les fonctions les plus utiles ne sont pas bien souvent les mieux reconnues ni les mieux rémunérées. Dit autrement; mieux vaut être dans la pub que dans l'aide à domicile dans cette société. Au-delà, face à la chute de l'activité annoncée, il faut raison garder. Ce n'est pas bien grave si M et Mme Grossecaisse attendent trois mois leur nouveau SUV avec toutes les options et si nous sommes contraints de remettre les mêmes habits de printemps que l'an passé pour sortir sur nos balcons ! Une bonne occasion de lutter contre l'obsolescence marketing accélérée de notre société de surconsommation. Dans ce contexte, l'enjeu est bien de s'assurer que tout le monde puisse continuer d'accéder aux ressources

indispensables. Et dans une économie de marché, cela veut dire disposer du pouvoir d'achat nécessaire alors que de multiples activités sont à l'arrêt, où de nombreux petits indépendants, dans les services, ont du arrêter toute activité d'où une absence de revenus. S'il y a un moment où l'instauration d'un revenu minimum universel pourrait faire sens, c'est bien aujourd'hui. Fixer des conditions trop complexes à l'accès aux aides supposerait de disposer d'une machine administrative en parfait état de marche alors qu'elle est évidemment désorganisée elle aussi par l'épidémie. Ensuite, que tout cela fasse bondir les dépenses publiques ne doit pas être un problème : c'est à la Banque centrale européenne de faire marcher la planche à billets. Elle n'en pas légalement pas le droit, mais elle peut tout à fait, si la volonté politique est au rendez-vous, trouver des solutions techniques pour contourner cette interdiction comme Mario Draghi avait su le faire à l'acmé de la crise de la zone euro en 2012. Les décisions prises hier sont un premier pas en ce sens. Espérons que les erreurs faites en 2008, où la BCE avait constamment agi "trop peu, trop tard" ne se reproduiront pas. N'ajoutons pas de détresse sociale à la détresse affective qui nous touche. Enfin, quand la crise sera derrière nous, il faudra rappeler à Macron les propos qui furent les siens lors de sa première intervention. Concrètement ne pas renouer avec le "business as usual", placer effectivement la production des biens collectifs au-dessus du marché, et cela ne vaut pas seulement pour notre système de soins, mais aussi pour la transition écologique, tout ce qui assure la pérennité de la vie à court et à long terme.